

25 mai 2012 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la présence française en Afghanistan, à Kaboul (Afghanistan) le 25 mai 2012.

Messieurs les ministres qui m'accompagnez,  
Ministre des Affaires étrangères, Laurent FABIUS,  
Ministre de la Défense, Jean-Yves LE DRIAN,  
Monsieur l'Ambassadeur,  
Amiral, Généraux, Officiers, Sous-Officiers,  
Mesdames,  
Messieurs,  
Chers Compatriotes,

Je vous retrouve de manière un peu inattendue pour beaucoup, mais pas improvisée, ici en Afghanistan, quelques jours après mon élection à la présidence de la République. Je tenais à être parmi vous à un moment où les alliés préparent une transition, où les Afghans vont recouvrer la souveraineté de leur pays, avec un défi militaire d'abord : être capables d'assurer la sécurité de leur territoire. Un défi politique ensuite : être prêts à faire fonctionner une démocratie encore balbutiante. Un défi diplomatique enfin : comment vivre dans cette région du monde en paix avec des voisins. Et puis il y a le travail que vous faites, les uns les autres, ici. Militaires, pour assurer la présence de la France à travers une alliance qui a décidé de venir en Afghanistan il y a plus de dix ans pour chasser les Talibans qui avaient accueilli le terrorisme et l'avait exporté dans des conditions que l'on sait. Et puis vous, hommes et femmes qui assurez la coopération, des missions d'éducation, de santé, de formation. Tous, vous faites honneur à la France et c'est ce que j'étais venu vous dire.

Ce matin, je me suis rendu en Kapisa où nos militaires sont en train d'achever leur mission. Elle sera définitivement accomplie à la fin de l'année. J'ai salué leur engagement, leur courage. C'est grâce à eux, à leur intelligence, que l'un des deux territoires placés sous notre responsabilité, le district de Surobi, a pu entrer dans la phase de transition et l'autre, la province de Kapisa, est sur le point de le faire.

Cette mission a été menée à bien dans des conditions périlleuses. Je rappelle que 83 soldats sont morts pour défendre des valeurs qui sont les nôtres et la France leur est reconnaissante.

Un des forces de notre pays, c'est de disposer d'une armée qui fait corps avec la Nation, qui lui ressemble, qui obéit à nos valeurs, celles de la République mais aujourd'hui, au-delà de l'Armée, sont ici rassemblées toutes les composantes de la communauté française d'Afghanistan. Elle n'est pas considérable mais elle est influente. Elle est riche d'esprit d'engagement, elle est belle dans l'accomplissement de ses missions.

Vous êtes la France en Afghanistan. Sous le drapeau français pour servir dans le cadre de la force internationale d'assistance et de sécurité. Sous le drapeau français dans les services de l'Ambassade et les établissements qui en dépendent. Mais aussi sous le drapeau des Nations Unies, sous le drapeau de l'Union européenne, sous le drapeau de l'OTAN, sous le drapeau des ONG, nous agissons, vous agissez pour que nous puissions apporter aux Afghans la coopération qu'ils attendent et l'assistance que nous leur devons.

Il y a aussi des journalistes qui font leur travail dans des conditions également très difficiles, dangereuses même. Il y a des familles présentes ici qui ne sont pas toujours dans les meilleures configurations pour permettre l'éducation de leurs enfants malgré des établissements de grande

configurations pour permettre l'éducation de leurs enfants malgré des établissements de grande qualité. Et puis il y a beaucoup d'entre vous qui êtes ici sans votre famille, qui vous attend, qui vous espère et qui parfois désespère en ne vous voyant pas arriver aussi tôt que prévu. Vous êtes donc des hommes et des femmes courageux et je venais vous dire ce qu'allait être la politique de la France ici en Afghanistan pour les prochains mois.

J'ai pris une décision, car c'était un engagement que j'avais formulé au cours de la campagne présidentielle. Nous n'aurons plus de forces combattantes en Afghanistan après le 31 décembre 2012. Je dis bien de forces combattantes. Nous aurons toujours une présence militaire qui sera dédiée à la formation des cadres de l'armée afghane, qui sera également présente sur l'hôpital, sur l'aéroport, et également pour permettre aux Afghans d'avoir des forces de police qui soient les plus efficaces possible, à la fin de la période dite de transition.

Il n'y aura plus d'action militaire de quelque sorte que nous puissions envisager. Mais en revanche, il y aura une action de coopération encore plus avancée que celle que nous connaissons aujourd'hui.

Beaucoup s'inquiètent, ici même en Afghanistan j'ai reçu des éléments parmi les plus brillants de la société civile afghane. Se pose la question, est-ce que cette transition, est-ce que ce départ des forces armées qui est prévu, au plus tard en 2014, est-ce que cela va être un abandon ? Non. Ce sera une poursuite et ce sera un engagement supplémentaire, mais sous d'autres formes.

J'ai eu avec le président KARZAÏ des échanges sur ce que nous pouvons faire ensemble. Tout cela est inscrit dans un traité, traité qui a été signé par mon prédécesseur, Nicolas SARKOZY, au mois de janvier, avec le président afghan. Ce traité sera ratifié bientôt par le Parlement, après que l'Assemblée nationale aura été renouvelée et nous aurons à cur de l'appliquer dans toutes ses dimensions. Et nous verrons même si nous ne pouvons pas ajouter d'autres dispositions pour que dans tous les domaines nous soyons présents. Je les ai évoqués ces domaines : c'est la coopération civile, c'est la formation, c'est la culture, c'est l'éducation, c'est la santé, c'est aussi la capacité qui doit être la nôtre de faire venir nos entreprises ici en Afghanistan dans des conditions qui doivent être, bien sûr, être celles de la sécurité.

La France a toujours eu un lien particulier avec l'Afghanistan et de l'intérêt pour ce pays. De l'intérêt ne veut pas dire pas dire « des intérêts ». Nous ne cherchons aucun profit. Nous ne sommes pas mobilisés pour capter des ressources ou pour avoir une influence. Nous sommes simplement là, parce que nous sommes la France et que nous avons une relation avec l'Afghanistan qui remonte à loin. Et parce que nous sommes la France, nous avons l'esprit de solidarité, de générosité et aussi de respect d'un certain nombre de valeurs. Nous sommes en Afghanistan pour que la démocratie y soit présente, pour que la dignité des personnes soit considérée, pour que les femmes soient respectées.

Voilà pourquoi nous nous sommes, depuis longtemps, bien avant qu'il y ait l'intervention en Afghanistan sur le plan militaire en 2001, nous nous sommes toujours mis au service du peuple afghan et nous continuerons à le faire.

Si l'on remonte à loin, il y a même eu ici des recherches archéologiques qui ont été parmi les plus brillantes, les plus excellentes et qui devront être poursuivies. Il y a eu ensuite le développement de la langue française dans des établissements, je le disais, de grande qualité. Mais nous n'allons pas simplement être dans l'histoire ou dans la culture qui sont pour nous des fiertés, nous devons être aussi dans le développement économique et social. Et nous encouragerons les entreprises à venir ici.

Le Traité d'amitié, donc, sera le cadre de notre relation, mais l'amitié, elle n'a pas besoin simplement d'un traité. Elle se vit au quotidien. Et vous avez, vous les militaires, forgé des relations d'amitié avec les Afghans. Vous les civils, qui m'avez interpellé, les organisations non gouvernementales qui m'avez posé la question, est-ce que parce qu'il y a une transition, l'Afghanistan va être oublié ? Et bien non, parce que nous sommes conscients que l'amitié, là aussi, elle a été démontrée.

Donc, je voulais, en venant à l'Ambassade, même pour quelques minutes, vous rencontrer et vous exprimer ma gratitude, ma reconnaissance pour ce que vous avez fait et ce que vous allez encore faire. J'allais dire devoir faire, non, « vouloir faire » pour la France et pour l'Afghanistan.

Je salue les militaires parce que ce sont eux qui ont été les plus exposés et qui le seront encore. Le retrait ne sera pas facile à organiser, nous devons prendre toutes les précautions.

Le chef d'Etat-major des Armées est là et il aura comme mission d'assurer le succès de cette opération comme il y a eu des succès jusque-là. Nous devons limiter autant qu'il sera possible nos pertes, faire en sorte qu'il n'y ait aucun risque pour nos soldats, rapatrier notre matériel. Voilà votre mission.

Et puis vous ici à l'Ambassade et je salue Bernard BAJOLET que je connais depuis longtemps et qui, je ne sais pourquoi, est toujours affecté dans les postes les plus difficiles. Je connais son courage, sa témérité, sa force de caractère et donc vous avez ici un ambassadeur qui saura être toujours à vos côtés.

Mais je salue aussi les services de l'Ambassade, parce que ce n'est pas facile de travailler dans cet environnement et puis, je l'ai dit, tous ceux qui concourent au rayonnement de la France. Voilà ma gratitude, voilà nos missions respectives. La mienne, c'est de tenir l'engagement que j'ai pris, d'assurer à l'Afghanistan son avenir.

Ma mission c'est aussi que la France ne regarde pas l'Afghanistan simplement comme une zone de dangers ou de risques ou de drames. Mais comme l'exemple de ce que nous pouvons faire pour un pays qui a été durement affecté par des conflits depuis trop longtemps et qui mérite bien d'avoir un moment l'espoir pour sa population.

Voilà, mes Chers compatriotes, ce que j'étais venu vous exprimer, vous dire ma confiance, ma gratitude et tout ce qu'il nous reste à faire ensemble. Les ministres qui sont auprès de moi vont revenir ici en Afghanistan et j'aurai à d'être aussi à vos côtés prochainement.

Merci à tous, merci à la météo qui tout au long de ce déplacement nous a été indulgente, il a plu lorsque nous étions abrités et il a fait beau lorsque nous étions exposés, donc tout cela doit nous donner grande confiance dans l'avenir.

Merci à tous.